

Unité Interdépartementale 25-70-90
5 Voie Gisèle Halimi
BP 31269
25000 Besançon

Besançon, le 14/11/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/09/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

TREVEST

91 allée Adolphe Kégresse
BP 91044
25460 Étupes

Références : UID257090/SPR/JP/2024-1018A
Code AIOT : 0005900164

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/09/2024 dans l'établissement TREVEST implanté 91 allée Adolphe Kégresse 25460 Étupes. L'inspection a été annoncée le 11/07/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection objet du présent rapport s'inscrit dans le cadre de l'action nationale concernant la recherche dans les effluents aqueux de certains sites industriels des substances per- et polyfluoroalkylées plus communément appelées « PFAS » (aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation au titre de l'une au moins des rubriques de la nomenclature des installations classées définies à l'article 1er de l'arrêté du 20 juin 2023). Cette visite a également fait l'objet d'un point spécifique concernant la maîtrise d'éléments assurant la protection de l'environnement proche du site en cas de scénario accidentel.

L'objectif annoncé concernant la thématique PFAS est de veiller au respect des dispositions de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 et de prendre les mesures nécessaires pour réduire la présence des PFAS dans les effluents aqueux.

Les référentiels réglementaires utilisés sont :

- l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées relevant du régime de l'autorisation;
- l'arrêté préfectoral d'autorisation du 17 juin 1997 ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 juin 2001.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TREVEST
- 91 allée Adolphe Kégresse 25460 Étupes
- Code AIOT : 0005900164
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Fondé en 1836, Trèves est aujourd'hui un équipementier automobile reconnu, spécialiste de l'intérieur du véhicule et de son environnement acoustique. Le site basé à Etupes (TREVEST) est spécialisé dans les tapis de sols, composants de siège et insonorisant pour Daimler-Benz, PSA, Renault. Les opérations pratiquées sont le thermoformage, le moussage et la thermo-compression.

Thèmes de l'inspection :

- AN24 PFAS
- Plans d'urgence
- Risque incendie
- Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la

- précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'exploitant possède un système d'enregistrement et de mise à disposition, pour les collaborateurs du site, des procédures et documents d'urgence en ligne / réseau.

Un "label" E-Top au niveau groupe permet de référencer des procédures généralistes groupe.

Un document guide permet quant à lui de définir dans le cadre des certifications ISO 14001 et 45001 les obligations (contrôles, enregistrements, ...) à réaliser sur site.

Les équipes en responsabilité sur site tiennent à jour un tableau de surveillance et de mesurage réglementaire selon le cadre défini avec un rappel automatique à l'échéance de réalisation des différentes actions.

Cet ensemble de moyens présente un intérêt certain et confère une réelle résilience au système documentaire en place (éviter la perte d'information en cas de départ ou d'absence sur le site). A noter également, la démarche engagée depuis quelques années concernant la réutilisation en interne des co-produits de production :

auparavant enfouis comme déchets non valorisables et aujourd'hui réintégrés au cours du process par l'intermédiaire d'un système centralisé d'aspiration relié à une trémie tampon alimentant un broyeur. Cette étape permet ainsi de réintégrer les chutes matière réduite en fine particule dans le process de production ; et génère ainsi une économie annuelle de plusieurs dizaines de tonnes auparavant transportées sur la route en centre de stockage de déchets non dangereux.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
2	Réalisation des campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
7	Type de rejet en eau	Arrêté Préfectoral du 17/06/1997, article 3.4	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
9	Règles d'exploitation s et réseaux	Arrêté Préfectoral du 17/06/1997, article 3.8	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
4	Exigences pour le prélèvements	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
5	Précisions des mesures	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
6	Déclaration des résultats GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
8	Eaux d'extinction incendie et eaux pluviales susceptibles d'être polluées	Arrêté Préfectoral du 17/06/1997, article 3.5	Sans objet
10	Connaissance de la nature des risques	Arrêté Préfectoral du 17/06/1997, article 7.7	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les analyses PFAS ont bien été réalisées par l'exploitant ; leur interprétation néanmoins nécessite

un travail plus approfondi de la part de l'exploitant et le cas échéant quelques compléments d'investigations.

La maîtrise aussi bien documentaire que pratique concernant notamment le suivi et le maintien des systèmes de sécurisation (obturateurs sur les réseaux d'eaux pluviales en cas d'accident et/ou d'incendie) a été produite par l'exploitant le jour de la visite.

Une démarche est à engager concernant la mise à jour de plan.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Liste des substances PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2
Thème(s) : Actions nationales 2024, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées. Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.
Constats : L'exploitant n'est pas en mesure de présenter une liste PFAS à jour. Il confirme avoir réalisé une campagne de demande d'information auprès de l'ensemble de ces fournisseurs (sans présenter de documents ou courrier type) concernant la présence potentiel de PFAS dans les produits achetés auprès de ces fournisseurs. Au vu du faible nombre de retour, l'exploitant a choisi par principe de baser son action sur la liste de l'article 3 de l'AM de 2023. L'exploitant n'a pas réalisé de recherche et d'analyse spécifique de toute autre substance PFAS eu égard à l'absence de retour de ces fournisseurs. ----- A ce jour, il n'existe pas de base de données exhaustive reliant les PFAS à leurs usages. A titre indicatif, les sources de données suivantes peuvent aider à identifier dans quels contextes certaines de ces substances sont employées. - La Base de données des corrélations Activités-Polluants disponible sur le site https://ssp-infoterre.brgm.fr/fr/base-de-donnees/bd-activipoll#outil-de-recherche-bd-activipoll (la recherche en ligne permet de sélectionner l'entrée substance/famille de substances ou activité industrielle pour établir les corrélations. Trente-six composés sont regroupés sous la famille des PFAS). - Le site de l'Ineris relatif à la substitution des substances chimiques contient une page dédiée à la

substitution des PFAS et des substances persistantes, mobiles et toxiques (PMT) <https://substitution-perfluores.ineris.fr/fr>. La base documentaire associée fournit des informations sur l'utilisation des PFAS dans certains secteurs industriels en lien avec leur possibilité de substitution.

- La page web << SIN list >> (Substitute It Now) de ChemSec recense les substances chimiques identifiées comme substances constituant une menace pour la santé humaine et l'environnement. Elle contient 416 PFAS actuellement; ces substances seraient les plus pertinentes pour engager un travail de substitution: <https://sinlist.chemsec.org/> ChemSec dédie aussi une page aux PFAS « PFAS Guide» , entre autres ressources, un outil permettant une recherche par secteur est accessible: <https://pfas.chemsec.org/>

- Le site Internet dédié aux PFAS « PFAS HOME >> de l'Interstate Technology and Regulatory Council (ITRC) qui fournit différentes ressources sur les PFAS, notamment sur leurs usages: <https://pfas-1.itrcweb.org/>

Pour établir la liste des substances potentiellement rejetées, l'exploitant peut:

- passer en revue les fiches de données de sécurité (FDS) des produits chimiques qu'il utilise afin d'identifier les molécules de la famille des PFAS;

- interroger ses fournisseurs pour savoir quels produits ou matériaux contiennent des PFAS. Dans certains cas, les PFAS sont constitutifs de la production (résines perfluorées, revêtements Teflon®).

- Les producteurs de PFAS peuvent s'appuyer sur les équations de réaction pour identifier les composés per et polyfluoroalkylés générés par les activités de production : composés principaux et co-produits par exemple.

Au-delà de ces situations où les PFAS sont mis au point ou utilisés comme réactifs ou additifs principaux, la recherche des PFAS présents au sein de mélanges peut s'avérer plus délicate. Dans ce cas, si l'exploitant peut croiser son inventaire des produits chimiques informatisé, avec les numéros CAS des produits avec des listes génériques de PFAS, comme par exemple celle de l'OCDE.

Cette démarche présente néanmoins des limites: les PFAS peuvent être en quantité inférieure au seuil d'obligation de déclaration dans les FDS; certains PFAS n'ont pas de mention de danger et peuvent ne pas figurer dans un inventaire des produits chimiques ; pour des raisons de confidentialité, les fournisseurs de produits chimiques peuvent ne pas indiquer les compositions exactes. La formulation peut alors être imprécise (par exemple: << le produit contient des composés fluorés à 6 atomes de carbone >>).

Par ailleurs, des PFAS peuvent résulter de la décomposition chimique d'une substance. Ces produits de dégradation sont nombreux.

Au vu des difficultés indiquées, notamment pour les exploitants n'ayant pas nécessairement une connaissance précise de l'ensemble des produits et matériaux utilisés sur leur établissement, il est admis que l'identification de la liste des PFAS présents ou ayant été présents soit réalisée en fonction des connaissances disponibles et qu'elle puisse être complétée au fil du temps.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant finalisera les démarches enclenchées lui permettant d'établir et de maintenir à jour au fil du temps la liste " PFAS " demandée dans l'article 2 de l'arrêté ministériel. Une fois établie, la liste sera transmise à l'Inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Réalisation des campagnes d'analyse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3
Thème(s) : Actions nationales 2024, Exhaustivité des paramètres analysés et échéances
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a diligenté une campagne de trois prélèvements / analyses au niveau de deux points de rejets aqueux situés en limite de propriété Nord-Ouest du site (face avant).</p> <p>Néanmoins il est à noter l'absence de liste PFAS à jour, établie par l'exploitant, permettant notamment la recherche et l'analyse de toute autre substance PFAS (qui serait mentionnée dans la liste établie par l'exploitant selon les dispositions prévues à l'article 2, techniquement quantifiable selon les dispositions prévues à l'article 4, non comprise dans la liste du 2° et susceptible d'être ou d'avoir été présente dans les rejets aqueux de son établissement)</p> <p>Les substances listées au 3° de l'article 3 n'ont pas fait l'objet de recherche spécifique.</p> <p>De plus, certains points de rejets (Cf. point de contrôle n°9 concernant les réseaux eaux pluviales et / ou eaux sanitaires) semblent ne pas être intégrés à cette campagne de mesures.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant devra notamment se positionner au regard des substances listées au 3° de l'article 3 de l'AM (cf. point de contrôle relatif à la liste des substances PFAS) ou réaliser les analyses complémentaires.</p> <p>L'exploitant transmettra un plan à jour repérant l'endroit des prélèvements réalisés lors des campagnes de prélèvements.</p>

Il justifiera le cas échéant de la non réalisation d'analyses sur d'autres points de rejet (eaux pluviales / eaux sanitaires). Il détaillera notamment l'absence de pollution potentielle au PFAS (du bassin versant ou réseau de collecte des réseaux concernés par l'absence d'exercice incendie, aires de chargement / déchargement, stockage de casiers contenant des déchets, ...)
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2024, Accréditation des organismes mandatés
Prescription contrôlée : Les mesures (prélèvement et analyse) des substances mentionnées au 2° de l'article 3 et les prélèvements des substances mentionnées au 3° de l'article 3 sont effectués par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.
Constats : L'exploitant à mandaté un organisme (pour le prélèvement et pour les analyses) accrédité par le COFRAC (n°1-0685).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Exigences pour le prélèvements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2024, Exigences pour le prélèvement
Prescription contrôlée : Les prélèvements sont réalisés dans des conditions représentatives de l'activité normale de l'installation. Les prélèvements sont effectués au(x) point(s) de rejet aqueux avant toute dilution avec d'autres effluents. Les prélèvements sont réalisés pour les substances énumérées à l'article 3 à partir d'un échantillonnage réalisé sur une durée de 24 heures. Dans le cas où il est impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels, si la nature des rejets le justifie, sont réalisés. L'exploitant justifie alors cette impossibilité.
Constats : Les prélèvements réalisés sont de type « prélèvement ponctuel ».

<p>L'exploitant le justifie par la réalisation de prélèvements sur des points de rejet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - en eaux pluviales faiblement alimenté en période estivale ; - en eaux usées sanitaires (sans débit fixe) couplé aux égouttures des réseaux d'effluents de process intermittent suivant les besoins de production (découpe de mousse par jet d'eau équipé d'une filtration à 5 microns après découpe). A titre d'information, le prélèvement annuel en eau est d'environ 1 200 m³ tout usage confondu (usage sanitaire et process).
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Précisions des mesures

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Respect des limites de quantification</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour l'utilisation de la méthode indiciaire (AOF) mentionnée au 1° de l'article 3, une limite de quantification de 2 µg/L est respectée.</p> <p>Pour chacune des substances PFAS mentionnées au 2° et au 3° de l'article 3, une limite de quantification de 100 ng/L est respectée.</p> <p>Si une substance PFAS n'est pas quantifiée ou quantifiée à une concentration inférieure à 100 ng/L, la mention « non quantifiée » est précisée.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les limites de quantification des différents rapports d'analyses respectent celles fixées par l'arrêté ministériel en question.</p> <p>Pour l'utilisation de la méthode indiciaire (AOF) mentionnée au 1° de l'article 3, une limite de quantification de 2 µg/L est respectée.</p> <p>Pour chacune des substances PFAS mentionnées au 2° (absence de mesure des substances référencées au 3° de l'article 3), une limite de quantification de 100 ng/L est respectée.</p> <p>Si une substance PFAS n'est pas quantifiée ou quantifiée à une concentration inférieure à 100 ng/L, la mention « non quantifiée » est précisée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Déclaration des résultats GIDAF

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Restitution des résultats sur GIDAF</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées[...]. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.</p>
<p>Constats :</p>

<p>L'exploitant a transmis les résultats d'analyses via la plate forme GIDAF, à savoir :</p> <p>- 1ère campagne (27/09/2023) :</p> <p>EP : absence de quantification dans les eaux pluviales (PFAS < 0,1 g/l et AOF < 2 g/l) EU : quantification dans les eaux usées (PFAS < 0,1 g/l et AOF : 6,7 g/l)</p> <p>- 2ième campagne (30/10/2023) :</p> <p>EP : quantification dans les eaux pluviales (PFAS < 0,1 g/l et AOF : 2,7 g/l) EU : absence de quantification dans les eaux usées (PFAS < 0,1 g/l et AOF < 2 g/l)</p> <p>- 3ième campagne (28/11/2024) :</p> <p>EP : quantification dans les eaux pluviales (PFAS < 0,1 g/l et AOF : 3,5 g/l) EU : quantification dans les eaux usées (PFAS < 0,1 g/l et AOF : 2,9 g/l)</p> <p>Aucun PFAS de la liste détaillée au point 2° de l'article 3 n'est mis en évidence lors de ces mesures. Mais de façon alternative, le paramètre AOF est mis en évidence dans les eaux usées (1ère campagne), puis dans les eaux pluviales (2ième campagne), puis dans les deux effluents (3ième campagne).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>En complément des commentaires déposés sur la plateforme GIDAF, l'exploitant produira une analyse permettant d'établir des hypothèses d'interprétations de la mise en évidence puis de l'intermittence de quantification observée (concernant le paramètre AOF notamment) dans les eaux pluviales et dans les eaux usées (régime et type de production, stockage de bacs soumis aux intempéries, égouttures, essais et/ou exercice incendie, réseau sprinkler sous mousse AFFF, ...). Les éléments d'appréciations détaillés confirmeront les conditions de fonctionnement du site (conditions représentatives de l'activité normale de l'installation).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

<p>N° 7 : Type de rejet en eau</p>
<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/06/1997, article 3.4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, effluents</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les effluents pouvant être rejetés dans le réseau d'eaux pluviales de la zone industrielle sont:</p> <p>→ les eaux pluviales issues des toitures, à l'exception de celles susceptibles d'être polluées par lessivage, → les eaux provenant du séparateur d'hydrocarbures traitant les eaux issues des aires de circulation et de stationnement des véhicules.</p> <p>[...]</p>

Les effluents pouvant être rejetés dans le réseau d'eaux usées de la zone industrielle, sous réserve de l'accord du gestionnaire du réseau, sont:

- les eaux vannes,
- les eaux de surverse et les éluats de régénération des résines échangeuses d'ions des installations de découpe au jet d'eau,
- les eaux de purges des installations de compression et de réfrigération,
- les eaux de lavage des sols.

[...]

Les effluents d'origine industrielle (eaux de surverse et éluats de régénération des résines échangeuses d'ions des installations de découpe au jet d'eau ainsi que les eaux de purges des installations de compression et de réfrigération), collectés par le réseau d'assainissement interne avant leur mélange avec les eaux vannes, disposeront d'un point de contrôle, référencé Eaux Industrielles 1 [EI1] et repéré sur le plan, dans le réseau d'assainissement interne. Tous les points de rejet visés dans le présent article doivent être accessibles en tout temps et être aménagés pour permettre l'exécution de prélèvements.

Constats :

L'exploitant confirme que les réseaux sont de type séparatifs, collectant séparément les eaux pluviales des eaux résiduelles.

Néanmoins, l'on dénombre (sous réserve de confirmation et d'investigation de terrain) :

- Réseaux de collecte des eaux pluviales via 2 ou 3 branchements (points de rejets à confirmer) au réseau d'eaux pluviales de la zone industrielle ;
- Réseau de collecte des eaux usées domestiques et industrielles via 2 branchements d'eaux (points de rejets à confirmer).

Les eaux pluviales sont drainées par l'intermédiaire des surfaces étanches donc issues du ruissellement sur les toitures et voiries. Les eaux issues des voiries transitent avant rejet par un séparateur d'hydrocarbures-débourbeur.

Les eaux usées domestiques proviennent des installations sanitaires et locaux sociaux de l'établissement. Elles font l'objet d'un rejet dans le réseau d'assainissement du Pays de Montbéliard Agglomération, raccordé à une station d'épuration. La dernière convention de raccordement date du 30 janvier 2018.

Les eaux usées à usage industriel se composent :

- des eaux issues des postes de découpe jet d'eau haute pression ;
- des eaux de purges des installations de compression et de réfrigération.

Les eaux issues des postes de découpe sont filtrées afin d'éliminer les fibres textiles puis rejetées au réseau d'assainissement d'eaux usées communal.

Bien qu'un plan soit disponible, celui-ci paraît ne pas être à jour (captation des effluents des postes de découpe jet d'eau par exemple).

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmettra le dernier plan mis à jour de l'ensemble des réseaux,</p> <p>Ce plan comprendra les provenances ainsi que les points de prélèvements dédiés complétés de toutes informations qu'il juge pertinentes à ce sujet.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 8 : Eaux d'extinction incendie et eaux pluviales susceptibles d'être polluées

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/06/1997, article 3.5</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Obturateur</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Un système d'obturation sera mis en place sur le collecteur, susceptibles de récupérer ces eaux. Ce dispositif, situé en amont du point de rejet dans le réseau d'eaux pluviales de la zone industrielle, [...] et devra être déclenchable automatiquement par asservissement avec la détection incendie de l'établissement. De plus, une commande manuelle indépendante, aisément accessible, pour son déclenchement sera également mise en place. Ce dispositif sera maintenu en bon état de fonctionnement et fera l'objet d'une contrôle trimestrielle.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant confirme l'existence de deux ballons obturateurs au niveau de deux points de rejets en eaux pluviales (visualisables sur le plan des réseaux. Plan à mettre à jour selon le point précédent).</p> <p>Le jour de l'inspection, l'exploitant déroule les procédures permettant, en cas d'urgence, d'activer la commande manuelle indépendante de chaque obturateur (R107A01 rédigée en date du 17/05/2005 et mise à jour au 06/06/2012 intégré au système d'enregistrement des procédures d'urgences).</p> <p>Il confirme également le déclenchement en automatique des ballons obturateurs en cas de fonctionnement (hors mode essais) du groupe moto pompe incendie.</p> <p>Les procédures reprennent l'ensemble des actions à réaliser en cas d'urgence. Le suivi réglementaire sur les ensembles en question est assuré par l'intermédiaire d'un tableur général des contrôles sur site.</p> <p>Concernant les obturateurs, un contrôle trimestriel fait l'objet d'un contrat de sous traitance contracté auprès de l'installateur des systèmes d'obturation.</p>

Le dernier contrôle en date (23/04/2024), consulté lors de la visite, est rédigé par le prestataire sous traitant cette opération. Il valide la fonctionnalité totale (déclenchement manuel et distant) pour chacun des deux obturateurs (un seul rapport pour les deux systèmes).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Règles d'exploitations et réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/06/1997, article 3.8
Thème(s) : Risques chroniques, Plan et schéma des réseaux
Prescription contrôlée : L'exploitant doit tenir à jour un schéma du réseau d'égout de l'établissement faisant apparaître les sources, la circulation et les rejets de toute origine. Ce schéma est tenu en permanence à la disposition de l'inspecteur des installations classées.
Constats : Le plan consulté paraît ne pas être à jour (collecte des eaux de découpe des jets haute pression par exemple).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmettra le plan des réseaux une fois ce dernier mis à jour,
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 10 : Connaissance de la nature des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/06/1997, article 7.7
Thème(s) : Risques accidentels, Plan d'Opération Interne
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu d'établir un Plan d'Opération Interne définissant les mesures l'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens qu'il met en oeuvre en cas d'accident, en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement. Le préfet peut demander la modification des dispositions envisagées après avis de ses services, et notamment des services départementaux de secours et d'incendie. Ce plan, remis en trois exemplaires au minimum en préfecture, doit être régulièrement mis à jour autant que de besoin, notamment à l'occasion de modification des installations, et au minimum une fois par an.
Constats :

Deux documents ont été présentés le jour de la visite. A savoir :

- Plan d'urgence référencé S107A01(FR)0 reprenant la description de l'organisation ainsi que des modes de réaction en cas de situation d'urgence (incendie, pollution, accident, ...)
- Plan de sécurisation référencé M20K02(FR)1 détaillant les scénarios à risques ainsi que les mesures de prévention associées (techniques, organisationnelles et humaines)

Les procédures attenantes aux ballons obturateurs sont référencées et présentes dans ces documents.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmettra la dernière version informatique en vigueur de ces documents aux services de l'Inspection et de d'Incendie et de Secours (SDIS) .

Type de suites proposées : Sans suite